

Michel MOUSEL: " Pour une stratégie offensive "

QUATRE MILLE CINQ CENTS policiers, barrières métalliques et les auto-pompes, un déploiement policier tel que le Quartier Latin n'en avait jamais connu, n'ont pas empêché dix mille étudiants de dénoncer dans la rue l'incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes de l'Université française. Une manifestation que nous voulions pacifique a été ainsi durement réprimée. M. Papon avait décidé qu'elle était susceptible de gêner la circulation : il s'imposait donc qu'il immobilisât le Quartier Latin toute un après-midi en le faisant quadriller par ses troupes.

Mais cela est finalement de peu d'importance : tant à Paris qu'en province, les étudiants ont conclu une grève nationale d'une semaine en appuyant leurs revendications par des manifestations publiques.

La presse entière a reconnu que cette grève était un succès dépassant toutes les prévisions. Mais ses raisons profondes n'ont pas toujours été bien dégagées. Certes, le scandale de cette rentrée universitaire a été évident pour tout le monde. Nous avons, quant à nous, tenu à relier ce problème à ce qui est pour nous le problème fondamental, la conception du travail de l'étudiant dans l'Université actuelle. C'est pourquoi cette semaine d'action, l'U.N.E.F. l'a placée sous le slogan général « Les étudiants veulent travailler » qui unifie pour nous l'ensemble de ces revendications. Il y a à cela plusieurs raisons.

Le Pouvoir voudrait « catégoriser » les revendications

D'abord, l'expérience nous a appris que les revendications partielles que nous pouvions émettre, ou n'étaient pas satisfaites, ou ne l'étaient que de façon dérisoire. Le gouvernement affectant de nous donner satisfaction, rattrapait dans tel ou tel domaine une partie du retard accumulé depuis plusieurs années, la situation générale n'était pas changée, la détérioration

continuait, et tout était à recommencer six mois ou un an plus tard. Nous avons vite compris que si nous fractionnions les luttes, que si nous laissons le Pouvoir « catégoriser » les revendications étudiantes, nous jouerions perdant. Nous pensons qu'à l'heure actuelle, les revendications catégorielles doivent s'intégrer dans un ensemble plus large qui permette d'unifier et de généraliser la lutte des étudiants.

Ensuite, nous pensons qu'attendre les initiatives du pouvoir et accepter la lutte sur le terrain qu'il nous impose nous conduisait à l'échec.

Il était certes tentant, dans la mesure où nous refusions l'Université technocratique que prépare le pouvoir, de combattre sur la défensive, au nom de l'Université « libérale » que nous connaissons. Mais nous pensons que l'Université actuelle est profondément inadaptée aux besoins de notre société. Nous pensons que cet « enseignement de classe » que nous dénonçons, il veut aussi des méthodes même d'enseignement qui sont actuellement en vigueur.

Fallait-il, parce que le pouvoir parle volontiers de réforme, devenir conservateur en la matière ? Nous avons au contraire pensé qu'il était nécessaire de reprendre l'offensive et d'opposer nos solutions à celles du régime. Le mot d'ordre que lance l'U.N.E.F., celui d'une université nouvelle et démocratique, n'est pas avancé à la légère : il marque pour nous la nécessité de sortir de la fausse opposition entre des revendications minimales, qui se réduisent souvent en fait à « tenir bon » devant les offensives du régime, et des revendications maximales, conçues comme un idéal lointain, conditionné par un changement politique et que nous n'aurions pas la possibilité de faire progresser.

Nous avons choisi une stratégie offensive de relier nos revendications immédiates à nos objectifs fondamentaux.

Elaborer en commun le cahier de revendications

C'est l'ensemble de ces problèmes que notre campagne revendicative a pour but de poser clairement.

La grève a déjà popularisé nos objectifs et montré la détermination des étudiants. Mais notre campagne ne fait que commencer.

Dans l'immédiat, nous allons maintenant continuer l'élaboration des « cahiers de revendications » rédigés en commun par étudiants et professeurs, et qui sont déjà bien avancés dans beaucoup d'endroits. Nous savons que la tâche entreprise n'est pas facile, que nous nous heurterons à des difficultés. Mais nous sommes persuadés que le dialogue et la discussion permettront de franchir les obstacles.

Le problème principal est de prouver qu'il existe en face des projets gaullistes une alternative réalisable dans les années à venir et tenant compte des possibilités techniques réelles. Ainsi, pour ne pas nous voir opposer des « impossibilités » financières, nous ne demandons pas que le salaire étudiant soit accordé à tous en une seule fois, mais qu'il soit établi une loi-programme prévoyant la réalisation progressive de ce salaire.

Mais l'essentiel est que cette alternative bénéficie d'une réelle cohérence interne. Nous réfléchissons en ce moment à la possibilité d'élaborer un « contre-plan » qui opposerait une alternative globale aux projets du pouvoir. Car nous sommes conscients que bien des problèmes qui se posent aux étudiants ne peuvent se résoudre qu'à travers des solutions générales. Ceci suppose notamment un renforcement de l'action intersyndicale. Nous ne négligerons rien pour que les dialogues ainsi engagés soient fructueux.

Michel Mousel
Président de l'U.N.E.F

LE QUARTIER LATIN EN REVOLTE

VENDREDI dernier, le Quartier Latin était en état de siège. Plus de quatre mille cinq cents policiers,

C.R.S., gardes mobiles, pompiers et voitures - pompes étaient mobilisés contre... les étudiants. Prétexte: la manifestation organisée par l'U.N.E.F. pouvait troubler la circulation dans le Quartier Latin. En fait, pour interdire le rassemblement prévu rue Soufflot, le Pouvoir a transformé toute la rive gauche de Paris en bastion fortifié.

Dès 14 heures, tout le quartier fut bouclé, quadrillé. On pénétrait dans le quartier, mais impossible d'en sortir.

Et malgré tout ce déploiement de forces, les étudiants, auxquels s'étaient joints les professeurs, ont manifesté tout l'après-midi aux cris de : « Des amphip, pas de canons ».

Une armée sur le pied de guerre

Sur la place Saint-Michel, trois cars de la gendarmerie obstruaient l'entrée du boulevard. Des policiers et C.R.S. bouchaient les artères principales. Des grilles fermaient les bouches de métro. Et, au cœur de cet état en armes, tout un quadrilatère était interdit par des policiers au coude à coude enfermant la Sorbonne et la rue Soufflot.

Au milieu de tout ce déploiement de forces, circulaient voitures-pie, voitures-pompes, motards, policiers en civil et en uniforme prêts à marcher sur l'ennemi, au moindre signal.

Départ au carrefour Port-Royal

Dans tout ce tintamarre, seuls les étudiants, qui déambulaient calmement par groupes de dix ou quinze, semblaient garder leur calme. Le mot d'ordre cependant circulait : tous au carrefour du Port-Royal et, vers 15 heures, un premier groupe de plus d'un millier de jeunes, déclençait la manifestation aux cris de «Fouchet démission » et descendaient le boulevard Montparnasse.

Au carrefour Vavin, la police lançait sa première charge. Un peu plus bas, à Saint-Placide, des heurts violents se produisirent. Ici la police fait honneur à sa réputation, et frappe sans distinction garçons et filles.

Partout la population a manifesté sa sympathie aux étudiants. Boulevard Saint-Michel et boulevard Saint-Germain, au cours de violents accrochages, des cars de police foncèrent sur la foule. Mais c'est près du Luxembourg que les policiers se montrèrent particulièrement violents. Ici les bâtons blancs remplacèrent les pèlerines. De nombreux jeunes s'écroulèrent assommés.

Plus de 10.000 manifestants

Tout l'après - midi, dans le Quartier Latin, a retenti le mot d'ordre des étudiants : « Fouchet démission ! Des amphes, pas de canons ! » Et malgré les nombreuses arrestations (316), les manifestations se sont poursuivies tard dans la soirée,

Vers 17 heures, ne pouvant mettre un terme aux rassemblements des étudiants, les voitures-pompes de la préfecture de police entrèrent en action. Remontant le boulevard Saint-Michel, ils inondaient tout sur leur passage, cependant que des policiers s'attaquaient aux petits groupes qui stationnaient sur les trottoirs.

La mobilisation générale de la police, sous les ordres des Fouchet et Frey, n'a pu éviter que la vérité éclate au grand jour. L'Université s'asphyxie, étranglée par un régime qui ne se soucie que de force de frappe, et ne rêve que d'engins atomiques destructeurs.

Dominique Laury